

Moins belle la vie au travail

Emmanuelle Quémard,
rédactrice en chef
adjointe



emmanuelle.quemard@lagazettedescommunes.com

Bien-être au travail, bonheur au travail, qualité de vie au travail..., tous ces beaux concepts se révèlent de plus en plus en décalage avec la réalité vécue par les fonctionnaires. Pour la quatrième année consécutive, notre enquête exclusive vient, hélas, confirmer que les territoriaux s'enfoncent dans la sinistrose (p. 8-10). Confiance en berne, deuil du service public, échec du management, cadres en plein désarroi..., les raisons d'espérer en l'avenir sont ténues. Interrogés par internet durant la période estivale, les quelque 5000 agents étaient sûrement encore sous le coup des mauvaises nouvelles tombées en cascade ces derniers mois. Maintien du gel du point d'indice, changements liés à la réforme territoriale, attaque récurrente du statut, perspective de recrutements en baisse, accord sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) en perte de vitesse, dialogue social mis à mal..., comment garder le moral sans ressentir de bleus à l'âme ?

Désamour. Même si la satisfaction de travailler dans la territoriale demeure un moteur pour plus de 80% d'entre eux, toutes catégories confondues, les

agents ne sont plus tout à fait mus par les mêmes ressorts. L'exercice d'une mission de service public connaît ainsi un net recul dans l'enquête 2015 quand les relations avec les collègues sont plébiscitées. Ce désamour du métier pourrait être lié à la dégradation continue de l'image du fonctionnaire dans l'opinion publique. Un « fonctionnaire bashing » que Marylise Lebranchu a du mal à faire taire dans un environnement social et économique général toujours plus tendu.

Nouvelles compétences. La tentation semble alors grande pour les fonctionnaires, soucieux de préserver leur épanouissement professionnel, de rechercher un plus grand équilibre entre vie privée et vie professionnelle, détrônant par là même la satisfaction des usagers mise en avant dans l'édition précédente. Mais, si plus de la moitié des répondants affirment que leur niveau de bien-être au travail a chuté lors des douze derniers mois, ils restent néanmoins fiers d'exercer leur métier et désireux d'acquérir de nouvelles compétences. La formation devient à leurs yeux, quand la rémunération est désespérément bloquée, un moyen de booster sa carrière et d'évoluer au sein de sa collectivité. Dans le vaste chantier de décentralisation entrepris avec les lois « Maptam », « Notre » et de délimitation des nouvelles régions, des agents formés et motivés seront sans nul doute un gage incontournable de réussite. A moins que la spirale ne devienne infernale.